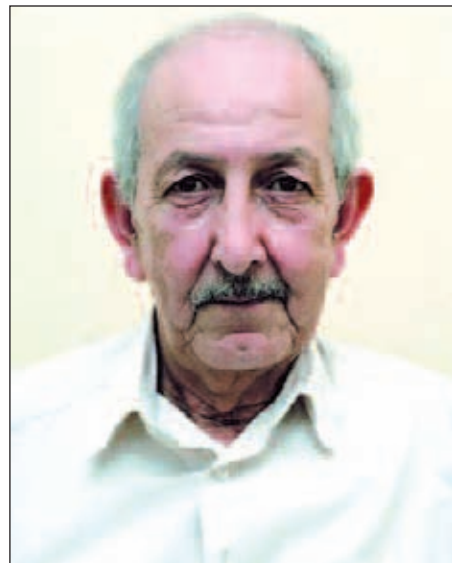


# Commémoration : le nom d'une rue pour la postérité

Il a tout de même fallu attendre presque deux années avant que le conseil communal de Constantine se décide à donner son accord pour la baptismation d'une modeste rue au nom d'une victime du terrorisme. Une lenteur que cachaient sûrement certains a priori, d'autant plus que la requête concernait non seulement une postérité posthume singulière mais également le vœu de ne l'exaucer que dans le quartier de sa naissance et de sa mort. Et c'est ainsi justement que la famille Benhamouda a pu faire de la date du 28 janvier un moment de commémoration collective et une journée du souvenir dédiée au triple martyr des leurs. Ainsi, malgré le froid glacial de cette matinée, quelques amis se retrouvèrent aux côtés de la tribu Benhamouda pour marquer l'évènement. Loin donc des célébrations convenues, si courantes dans les milieux officiels, celle-ci était d'une remarquable simplicité au point de faire la part belle à la nostalgie dans les propos que s'échangeaient les présents. « C'est qu'il ne reste plus rien de ce que fut ce paisible faubourg de Constantine », répète-t-on avec regret. C'était de ce petit coin que d'aucuns pensaient, à tort d'ailleurs, qu'il était peuplé d'une humanité sensée que se levèrent justement des hordes d'impréca-teurs qui en firent, dès 1990, une enclave afghane. Epoque crépusculaire pour un quartier trépidant de vie et qui garde à ce jour de profonds stigmates. Dans un étonnant huis clos rarement inquiété par les services de sécurité, les habitants horrifiés découvrirent l'arrogance des nervis du FIS et de ses tentacules. Sans gêne aucune, les couteaux

s'affûtaient sur les pierres bénites des ablutions et l'on faisait sa prière avec la kalachnikov en bandoulière. C'est de la sorte qu'un pan entier du rocher que constitue le cœur battant de la ville passa sous le quasi-contrôle des islamistes. Et dès 1991, la rue Bienfait et son « affluent » urbain l'impasse Mouclier ; de même que l'inextricable favéla d'Ouled Braham : tout ce polygone fut investi et contrôlé par les réseaux terroristes. La mort rôdait aux alentours des modestes demeures et les imprécations étaient diffusées chaque vendredi à partir de la mosquée Cheikh-El-Ibrahimi. Non loin de ce tribunal de la foi qu'est devenue cette mosquée vivait d'ailleurs l'honorable famille des Benhamouda, officiellement inscrite à l'état civil sous le nom de Benhamada. Pour avoir été un disciple de Benbadis le pater familias, Si Ali, était réputé pour son érudition. Or malgré sa notoriété locale de personnage de grande foi et d'acteur dans le mouvement caritatif, les nouveaux prédicateurs n'épargnaient guère sa progéniture à l'image du plus célèbre d'entre eux, le secrétaire général de l'UGTA. Les deux premiers furent lâchement assassinés en décembre 1993 avant que le troisième ne les rejoigne dans le martyre, le 28 janvier 1997. L'aîné des Benhamouda (celui dont le nom vient d'être donné à l'ex-rue Mouclier), ainsi que son cousin furent trucidés à l'heure du laitier. C'est-à-dire tôt le matin dans la laiterie familiale précisément. Ceux qui les exécutèrent reçurent le consentement pour leur acte à travers une fatwa délivrée urbi et orbi à partir de ce même lieu de prière qui pourtant doit beaucoup au père

Benhamouda pour son élévation au rang de mosquée. Ce forfait qui demeure en mémoire jusqu'à nos jours chez les habitants avait été précédé d'une intense campagne de dénigrement et de harcèlement par la voie de lettres de menaces. Les motifs invoqués dans ces tristes courriers étaient clairs et concernaient celui qui, parmi la famille des Benhamouda exerçait alors de hautes responsabilités syndicales et paraissait comme un acteur dans le processus de disqualification du FIS. Autrement dit le double assassinat de la rue Bienfait de Constantine se voulait essentiellement le préambule à une déclaration de guerre qui ne devait se conclure qu'en janvier 1997 avec le meurtre commis dans l'esplanade de la maison des syndicats à Alger. Or, si pour la famille Benhamouda la boucle de la désolation est définitivement bouclée et que le temps de l'apaisement est venu comme en témoigne cette réhabilitation mémorielle gravée dans une plaque, au plan politique, par contre, il en va autrement. En effet, en dépit des 19 années qui séparent de la mort du syndicaliste (1997 – 2016) son radicalisme vis-à-vis de l'islamisme apparaît de nos jours comme une pertinente mise en garde que l'Algérie de l'époque n'a pas su comprendre. De son refus de négocier la moindre parcelle du républicanisme fondateur, certains hommes politiques ne l'avaient-ils pas soupçonné d'être seulement blessé personnellement par les assassinats ayant affecté sa famille ? Une sorte de revanche qu'il aurait traduite en termes de crédo politique. Hélas, l'on convient maintenant que les pragmatiques ayant ins-



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

piré à la fois la concorde et la réconciliation et qui projettent de graver dans le marbre de la Constitution un concept éthique relatif à ce sujet n'ont fait, en définitive, que nettoyer l'horizon vers une alternative islamiste.

Celle qu'ils considèrent d'ailleurs comme la solution conforme aux réflexes de notre société alors, qu'en son temps, Benhamouda la considérait comme le problème nodal qu'il fallait résoudre à tout prix quitte à passer par une sorte d'opération de désintoxication de la société victime d'un piétisme exacerbé sans lien avec la foi apaisée.

B. H.

**Le Soir sur Internet :**  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
**E-mail :**  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)  
[@hakimlaalam](mailto:@hakimlaalam)



## Cellule de crise autour du «désaccord majeur» !

*L'Algérie exige des excuses de la France. Des excuses ? Pourquoi des excuses ? Les ...*

...appartements ne sont pas assez confortables à Neuilly ?

Tout le monde est sur le pont. Sellal a convoqué le gouvernement dans son ensemble. Même le Premier ministre, Bouchouareb, est là ! Réunion de crise. Que dis-je ? Cellule de crise ! Avec un seul point inscrit à l'ordre du jour de cette rencontre : keskecé que ça, le «désaccord majeur» ? Faut dire que depuis la démission en France de la ministre de la Justice, Christine Taubira et depuis surtout sa phrase énigmatique «je suis partie suite à un désaccord majeur», l'Algérie de la gouvernance est en émoi. Qu'a voulu dire cette femme à travers cette formule ésotérique ? Il ne faut jamais oublier que la France, vue d'Algérie, ce n'est pas n'importe quel pays. Et une ministre de la Justice qui balance un cryptogramme, un rébus pareil, «j'ai démissionné suite à un désaccord majeur», c'est tout simplement préoccupant, pour ne pas dire hautement intrigant, voire profondément inquiétant. Sellal a procédé à un tour de table rapide. Sait-on jamais ! Peut-être que dans la salle du Conseil des ministres, il s'en trouverait un qui aurait déjà la clé à cette histoire de la «démission suite à un désaccord majeur». Regards gênés de l'ensemble des présents. Regards penauds même. Personne n'a compris ce qu'a voulu dire

Taubira. Le ministre de l'Intérieur, en homme de l'ordre et de la discipline, a alors proposé de segmenter la formule en deux, pour mieux la disséquer, et peut-être enfin la décoder. Donc, d'un côté, le mot «Démission» et de l'autre un mot et un adjectif «Désaccord» et «Majeur». Ensuite, Sellal a chargé le ministre des Sports de chronométrer la séance. Et de donner le top départ à une demi-heure pour le gouvernement ainsi scindé en deux afin qu'il travaille à déchiffrer les deux blocs du mystère Taubira. Au bout d'une demi-heure, Benghebrit, la ministre de l'Education, a ramassé les feuilles et les a remises au Premier ministre – pas Bouchouareb, l'autre- non sans faire la moue devant des fautes grossières que son regard perçant a relevées au passage sur plusieurs copies. Et là, rien ! Aucune des deux équipes n'a trouvé la solution. Ni pour «Démission». Ni pour «Désaccord Majeur». Le brouillard total. Le smog intégral. Le trou noir. La séance a donc été levée sur ce gros point d'interrogation. Le mystère Taubira restait entier. Dans le communiqué sanctionnant traditionnellement les Conseils des ministres, tout un paragraphe a cependant été consacré à l'excellence des relations entre Alger et Paris, à leur exemplarité et à l'accord majeur qui régit la coopération entre les deux pays. Je fume du thé et je reste moi aussi en accord majeur avec mon cauchemar qui continue.

H. L.